

Dernier délai pour la mise à la poste des feuilles de réponse par les concurrents de Paris : DIMANCHE 20 AVRIL. Il ne s'agit que de la Ville de Paris seule intra muros ; le reste du département de la Seine rentre dans la catégorie des départements, pour laquelle le dernier délai de mise à la poste est le 24 AVRIL.

DÉBATS IMPORTANTS A LA CHAMBRE ET AUX COMMUNES

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.071. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.
Pierre Laffitte, fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON
20, rue d'Enghien, Paris.

JEUDI
17
AVRIL
1919

La grande masse des hommes reste longtemps attachée à un même sentiment ; c'est un corps immense, qui se meut tout ensemble et qui ne peut être guidé ni modifié par des idées compliquées.
NECKER.

LE PREMIER DÉPART DES TROUPES POLONAISES A EU LIEU HIER A LA GARE DE LA VILLETTE



LE GÉNÉRAL HALLER S'ENTRETIENT AVEC LES GÉNÉRAUX FRANÇAIS

Depuis qu'à la conférence de Spa le maréchal Foch avait imposé ses conditions à la délégation allemande pour le transport des troupes polonaises, on poussait activement les préparatifs de départ des deux divisions du général Haller. Le premier contingent s'est embarqué hier à la Villette. Voici, sur le

LE TRAIN VA PARTIR : ON ACCLAME LES SOLDATS POLONAIS

quai 1^{er} général Vuillemin ; 2^e général Massenot ; 3^e général Haller ; 4^e général Mourau. A droite, le général Archinard assistant au départ. Beaucoup de Polonais résidant à Paris s'étaient rendus à la gare pour saluer leurs compatriotes, et le premier convoi s'éloigna joyeusement, suivi par les acclamations.

LE MAUVAIS TEMPS EMPÊCHE TOUJOURS HAWKER DE TENTER LA TRAVERSÉE DE L'Océan



HARRY HAWKER DEVANT SON APPAREIL

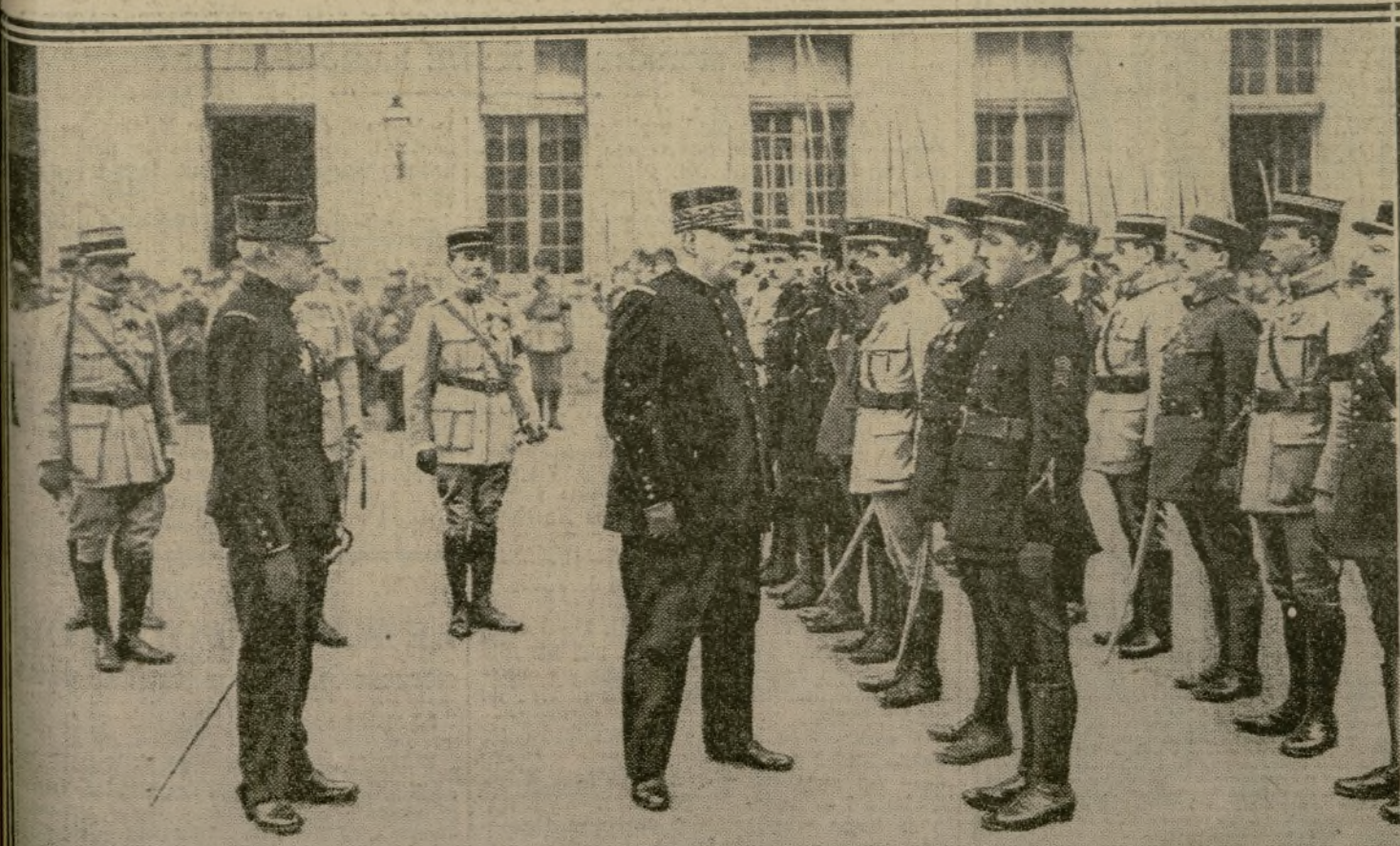
L'aviateur australien Hawker, qui attend à Terre-Neuve le moment propice pour prendre son vol au-dessus de l'Atlantique, n'a pu partir. Le temps reste mauvais sur les côtes d'Amérique. Il n'est pas meilleur en plein Océan et dans les parages de l'Irlande. La conséquence de ce retard est que trois ou quatre appareils

ON PEINT, A FERMEY ISLAND, LA CROIX QUI INDIQUERA LE POINT D'ATERRISSAGE

prendront sans doute le départ le même jour. Voici Hawker devant son avion, à Terre-Neuve. Au milieu, la croix, peinte à la chaux sur des cailloux, qui doit lui indiquer le point d'atterrissage en Irlande. A droite, la femme de l'aviateur, recevant par téléphone des nouvelles câblées en Angleterre par son mari.

Mrs HAWKER REÇOIT DES NOUVELLES

LE MARÉCHAL JOFFRE DÉCORE DES ÉLÈVES DE POLYTECHNIQUE



LE MARÉCHAL FÉLICITE LES ÉLÈVES DE L'ANNÉE 1914

Les élèves de Polytechnique qui suivaient les cours de l'Ecole au moment où la guerre éclata se sont illustrés sur les champs de bataille à l'égal des saint-cyriens. Beaucoup d'entre eux sont tombés pour le pays. Certains autres ont gagné jusqu'à leur troisième galon. Hier, le maréchal Joffre, qui sortit lui-

LE VAINQUEUR DE LA MARNE DEVANT LES JEUNES ÉLÈVES

même de l'X, à la veille de la guerre de 1870, s'est rendu à l'Ecole pour remettre plusieurs croix de la Légion d'honneur et des croix de guerre à de jeunes officiers. Après la présentation des jeunes élèves par le général Curmer, directeur de l'Ecole, que l'on voit sur nos photos, les polytechniciens défilèrent.

La question des préliminaires de paix devant les Parlements britannique et français

DÉCLARATIONS DE M. LLOYD GEORGE A LA CHAMBRE DES COMMUNES

« La Conférence, dit-il, ne publiera pas les termes de la paix avant que l'ennemi les ait examinés ». Il repousse toute intervention en Russie, dont il ne reconnaît pas le gouvernement.

Les représentants des grandes puissances ont abouti à un accord complet sur les grandes questions relatives à la paix avec l'Allemagne et se sont préoccupés des garanties pour la France.

LONDRES, 16 avril. — M. Lloyd George a prononcé, aujourd'hui, un important discours à la Chambre, sur les travaux de la Conférence de la paix.

La Chambre était réunie pour sa dernière séance avant l'ajournement pour les congés de Pâques. Tous les députés étaient à leur poste. La séance s'ouvrit à midi. Aux tribunes se pressait un public attentif.

Le prince de Galles arriva à 12 h. 30 et prit place aux tribunes au-dessus de l'horloge. L'Assemblée présenta l'aspect qu'elle prend pour les grandes occasions.

Le premier ministre arriva dans la salle à midi 35; son entrée fut saluée par les applaudissements de toute la Chambre. A midi 45, il se leva pour faire les déclarations annoncées. Il dit qu'il était parfaitement sûr qu'il existait un accord méconnaissable. Le Premier britannique montra d'abord les difficultés de toutes sortes auxquelles doit faire face la Conférence. Dix nouveaux Etats sont nés, et il a fallu remanier les frontières de quatorze pays. Toute erreur commise pourrait coûter cher à l'humanité. Les questions à résoudre sont nombreuses : armements, voies navigables internationales, indemnités, problèmes économiques, règlements internationaux relatifs au travail.

Il fallait beaucoup de temps

— Il y a eu, poursuit M. Lloyd George, cette grande organisation, cette grande expression qui s'appelle la Société des Nations.

« Tous ces problèmes ont dû être traités chacun séparément. Si nous avons mis quelque temps à les traiter, nous étions vraiment justifiés à le faire. J'ai jusqu'à dire qu'à certains égards il aurait fallu que nous prissions plus de temps. Fort heureusement l'organisme que nous avons créé est un organisme susceptible d'être corrigé et remanié. C'est pourquoi le temps que nous avons consacré à la Ligue des Nations n'a pas été du temps perdu. Au contraire, il nous a permis de gagner du temps.

« Qu'on me permette de dire, d'autre part, qu'aucun groupe d'hommes n'a travaillé avec plus d'énergie que les membres de la Conférence et n'a travaillé en aussi bonne harmonie.

Le Premier britannique demande qu'on fasse confiance à la Conférence pour continuer sa tâche. Les difficultés à surmonter demeurent nombreuses.

Il rappelle que la question de Teschen, dont personne n'avait entendu parler, a failli provoquer un violent conflit entre deux Etats alliés. Il fait ensuite allusion à d'autres problèmes qui ont paralysé la Conférence, en particulier le problème intéressant les petites nations.

Le problème russe

— Trois vieux empires, la Russie, la Turquie et l'Autriche, se sont désagrégés. En ce qui concerne le problème russe, on nous a proposé, de part et d'autre, des remèdes très simples. Les uns disent : employez la force ; les autres : faites la paix. Ce n'est pas si facile. Le problème russe est un des plus complexes qui se soient jamais posés. Une de ses difficultés est qu'il n'y a pas de gouvernement représentant la Russie dans son ensemble. On ne peut pas reconnaître le gouvernement bolchevique comme le gouvernement de fait parce qu'il ne l'est pas. Il ne saurait être question de reconnaître le gouvernement bolchevique ; une telle reconnaissance n'a jamais été discutée ni même proposée. Alors, que faire ? Personne n'a une intervention militaire ? Rendez-vous compte d'abord de ce qu'une telle entreprise comporterait. La politique étrangère du gouvernement britannique a toujours été de ne pas intervenir dans la politique intérieure des autres pays. Nous n'approuvons pas l'ancien régime tsariste ; nous n'approuvons pas davantage le régime actuel de terreur sanguinaire, avec toutes ses horreurs. Mais nous ne considérons pas que nous puissions engager la Grande-Bretagne dans une gigantesque entreprise militaire, afin de remédier à la situation de la Russie. La Russie est un pays facile à envahir, mais très difficile à conquérir.

« Vous seriez surpris d'apprendre les effets qu'il nous faudrait pour vaincre la Russie. Et où prendrions-nous ces effectifs ? Du reste, si nous triomphions de la Russie, quelle espèce de gouvernement, acceptée par le peuple, pourrions-nous y établir ? Evidemment, nous ne pourrions pas étendre l'armée d'occupation en Russie. Sir Erick Geddes devrait dépenser, rien que pour l'entretien des chemins de fer et des canaux russes, plus qu'il ne dépenserait en vingt-cinq ans en Angleterre.

« Je partage l'horreur qu'inspire le bolchevisme, mais je préférerais laisser la Russie aux bolcheviks jusqu'à ce qu'elle réussisse à s'en débarrasser, que de voir la Grande-Bretagne appelée à la banqueroute. La banqueroute serait le sur moyen d'assurer le triomphe des bolcheviks.

Pas d'intervention militaire en Russie

« Je vous dirai franchement qu'à mon avis toute tentative d'intervention militaire en Russie serait la plus grande erreur que le gouvernement pourrait commettre. On me dira : « Pourquoi alors ne pas soutenir Kolchak et Denikine ? »

M. Lloyd George déclare qu'après la paix de Brest-Litovsk les Alliés fournirent des subsides aux populations russes qui s'étaient révoltées contre le régime bolchevique. Ainsi, l'on empêchait les Allemands de s'emparer de toutes les ressources de la Russie et de rompre le blocus.

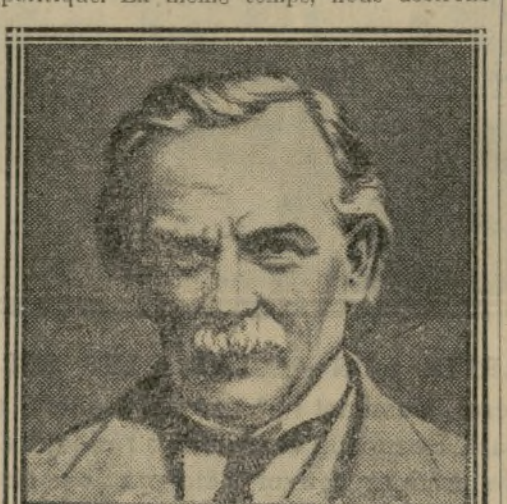
Maintenant que l'Allemagne est abattue, l'attente se doit de continuer à venir en aide à ces organisations russes.

La vague bolchevique

« Tout ce que ces populations nous demandent, c'est que nous leur fournissions les armes nécessaires à la défense de leurs libertés. Je ne considère donc pas que nous soyons dépourvus de notre politique fondamentale de non-intervention en sou-

tenant l'amiral Kolchak et le général Denikine.

« Un autre point de notre programme consistait à arrêter la vague bolchevique ; c'est pourquoi nous organisons les forces de tous les pays alliés qui sont limitrophes des territoires bolcheviques, de la mer Baltique à la mer Noire. J'en dirai autant de la Roumanie. Si les bolcheviks attaquaient de nos alliés, ce serait notre devoir de secourir cet allié. Nous fournissons à nos alliés tout ce qui est nécessaire pour opposer une barrière à l'invasion. Que les bolcheviks nous menacent nous-mêmes, nous sommes prêts à résister à toute tentative d'une invasion de l'Europe. Telle est notre politique. En même temps, nous désirons



M. LLOYD GEORGE

la paix de l'Europe. Le monde ne sera pas pacifié tant que la Russie sera déchirée par la guerre civile.

Le Premier britannique rappelle les vains efforts tentés par la Conférence pour induire les partis en guerre en Russie à cesser leur guerre civile.

Le déclin du bolchevisme

« Je ne désespère pas, affirme-t-il, qu'on puisse trouver une solution. Certains indices montrent que, tandis que les forces bolcheviques paraissent augmenter, le bolchevisme, lui-même, décline rapidement ; il se décompose sous la pression irrésistible des forces économiques ; l'heure n'a pas encore sonné où nous pourrions faire un second effort pour rétablir la paix en Russie. Lorsque la Russie sera revenue à des conditions plus saines et plus normales, nous pourrions faire la paix avec elle.

Pas d'offres de paix à Lenine

Le député travailliste Clynes interrompit le premier ministre pour poser une question sur certaines offres qui auraient été faites aux Alliés par le gouvernement bolchevique.

M. Lloyd George déclare que le gouvernement n'a reçu aucune offre de la part des gouvernements qui existent en Russie centrale.

« Si le président Wilson a reçu de telles offres, dit-il, il ne les a pas soumises à la Conférence. Si le représentant américain avait attaché quelque importance à ces offres, il les aurait communiquées à la Conférence ; or, il ne l'a pas fait.

Le traité avec l'Allemagne

M. Lloyd George passe alors aux questions qui intéressent directement l'Allemagne.

« Après un mûr examen, dit-il, les représentants des grandes puissances ont abouti à un accord complet sur les grandes questions fondamentales relatives à la paix avec l'Allemagne ; ils ont formulé leurs demandes, et j'espère qu'avant la fin de la semaine prochaine elles seront présentées aux délégués allemands.

Le premier ministre s'élève contre certaines tentatives qui ont été faites pour semer la méfiance et la dissension entre les nations alliées et associées. Et il ajoute :

« Nos discussions ont été des plus amicales, chaque parti a manifesté le désir de comprendre le point de vue des autres. L'idée que l'Amérique et l'Europe ne se sont pas entendues est une idée erronée ; personne n'a étudié avec plus de sympathie les problèmes se rapportant plus particulièrement à l'Europe que le président Wilson. (Vifs applaudissements.)

Les garanties de la France

« Jamais nous n'avons oublié que la plus grande partie des souffrances et des sacrifices de la guerre ont été supportés par la nation dans la capitale de laquelle nous étions réunis pour fixer les termes de la paix. Nous n'avons pas oublié que la France avait le droit d'obtenir des garanties contre la répétition des épreuves qu'elle a subies. Sur toutes les questions que nous avons eu à régler, nous avons abouti à des conclusions unanimes.

« D'autre part, la Conférence a décidé unanimement de ne pas publier les termes de la paix avant que l'ennemi les ait examinés, nous créant des difficultés à la conclusion de la paix. On peut être certain que nous prendrions toutes les mesures nécessaires pour empêcher cette publication.

Quelques précisions

M. Lloyd George estime cependant qu'il pourra donner quelques précisions sur certains points. Il rappelle que, l'année dernière, la Grande-Bretagne a exposé ses buts de guerre et qu'ils ont été approuvés par tous les pays ; que, quelques jours plus tard, M. Wilson rédigea sur 14 points qui contiennent pratiquement les mêmes principes.

Lors du scrutin de septembre, M. Lloyd George et ses collègues avaient pris un certain nombre d'engagements vis-à-vis des électeurs. Les deux points les plus importants de ces déclarations étaient la

question des indemnités et du quâtimont du Kaiser.

Le Premier britannique déclare que tous ces engagements sont incorporés dans les demandes que vont présenter les Alliés :

Une paix de justice

« Nous voulons une paix qui soit une paix de justice, sans être une paix de vengeance. Nous voulons une paix rigoureuse parce que les circonstances l'exigent, mais cette rigueur n'est pas destinée à satisfaire un esprit vindicatif. Ce qu'il importe avant tout, c'est de garantir l'avenir contre le retour des horreurs de cette guerre, en forçant les criminels à réparer le mal qu'ils ont fait et les portes qu'ils ont infligées : en punissant ceux qui sont responsables de la guerre et en évitant d'imposer des conditions qui inspireraient le sentiment de l'illégitimité et de l'injustice.

M. Lloyd George dénonce à nouveau les menées qui ont été conduites pour susciter des querelles entre Alliés :

« Ce sont des crimes. Le monde entier veut revenir rapidement au travail, et chaque ouvrier veut reprendre le travail dans des conditions meilleures que celles qui régnaient avant la guerre, et il importe de ramener les rouages du commerce et de l'industrie.

La fin du militarisme allemand

M. Lloyd George conclut en faisant allusion à la question du désarmement :

« Un des résultats de la guerre et de la paix, c'est que la grande menace des armements qui pesait sur les continents européens va disparaître. Le pays qui pendant plus de quarante ans a maintenu l'Europe en armes sera réduit à n'avoir qu'une armée suffisante pour sa police, et sa flotte suffira simplement à protéger son commerce. On a beaucoup parlé d'une renaissance de la puissance militaire de l'Allemagne ; ces nouvelles sont erronées. L'Allemagne peut, tout au plus, assembler 80 000 hommes pour maintenir l'ordre chez elle. Ses armes lui ont été enlevées.

Le problème de l'organisation du monde sur une base de paix n'avait jamais été posé jusqu'à présent, et le devoir suprême des hommes d'Etat et des peuples est de ne pas laisser dominer par leurs passions, mais de consacrer le sacrifice de millions d'hommes en déviant d'une façon permanente la race humaine du fleuve de la guerre.

La péroraison du discours de M. Lloyd George a été accueillie par de vifs applaudissements.

M. HUGH CAMPBELL WALLACE, NOUVEL AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS A PARIS, NOUS DIT SA JOIE D'ÊTRE EN FRANCE

M. Hugh Campbell Wallace, qui succède à M. William Sharp dans les fonctions d'ambassadeur des Etats-Unis, a bien voulu recevoir, hier matin, les collaborateurs d'Excelsior. Il s'est prêté, de la meilleure grâce du monde, aux exigences des photographes, mais s'est dérobé, en souriant, aux indiscretions des reporters.

« Arrive, leur dit-il, et suis à peine installé. Il n'est impossible, quelque vif qu'il soit mon désir de vous faire une déclaration qui ait un caractère politique ou diplomatique, avant d'avoir présenté mes lettres de créance à M. le président de la République française et d'avoir pris contact avec le président Wilson.

« Vous comprendrez que la présence à Paris de membres du gouvernement américain, tels que MM. Lansing, Baker, Hoover et le colonel House, avec qui je dois travailler, impose une réserve bien naturelle à un diplomate plus soucieux d'action utile que de paroles vaines.

« Tout ce que je puis vous dire, c'est ma joie profonde de me trouver, en France, au

milieu d'amis véritables. J'adore Paris, où je suis venu, à maintes reprises, en touriste, et où je reviens me consacrer, de tout cœur, à une tâche aussi ardue et complexe, mais que les sympathies que j'espère rencontrer me rendront légère et facile.

« Je me sens, ici, comme à la maison (I feel at home here). Paris, qui me fut un agréable terrain de jeu, me sera, j'en suis convaincu, le plus agréable champ d'activité.

« J'ai une ferme confiance que les sentiments cordiaux qui depuis un siècle et demi unissent la France et les Etats-Unis, et qui se sont changés en fraternité d'armes, pendant la guerre, resserreront encore les liens de sympathie entre les deux peuples, dès que les conditions seront redevenues normales. » — M. P.

M. Hugh Campbell Wallace, qui est âgé de cinquante-six ans, est l'une des personnalités les plus en vue du parti démocratique aux Etats-Unis et l'un des plus fidèles partisans de la politique du président Wilson.

Le débat prévu au Palais-Bourbon, à l'occasion de l'interpellation de M. André Lebey sur les moyens par lesquels le gouvernement entend faire connaître au Parlement les conditions de la paix, s'est ouvert, hier matin, d'une façon inattendue.

La Chambre venait de reprendre la réforme électorale et de repousser, à l'article 11, un amendement de M. Cazassus, quand on vit M. Stéphen Pichon gagner le banc des ministres. Aussitôt, M. André Lebey demanda la parole :

« Puisque je vois M. le ministre des Affaires étrangères à son banc, dit-il, je désignerais qu'il eût connaissance de ma demande d'interpellation.

Evidemment, M. Pichon n'était venu au Palais-Bourbon que dans ce but.

« Le gouvernement est aux ordres de la Chambre, dit-il simplement.

Tout de suite l'cria-t-on à gauche.

M. Alexandre Varenne protesta : c'était ajourner ou tout au moins retarder la discussion de la réforme électorale.

Par 410 voix contre 99, la Chambre repoussa le renvoi à vendredi. C'était donc la discussion immédiate.

Entre temps, de nombreux députés, prévenus en hâte, avaient pris place à leur banc. M. Stéphen Pichon monta ainsi à la tribune devant une assemblée nombreuse et attentive :

« La réponse du gouvernement à la question de M. André Lebey sera d'autant plus simple et plus rapide, dit le ministre, qu'elle est déjà comprise dans les lettres que nous avons adressées, M. le président du Conseil et moi, à M. le président de la commission du budget et au président de la commission des affaires extérieures.

« Les préliminaires de la paix seront soumis à la ratification du Parlement aussitôt qu'ils seront devenus vraiment des préliminaires de paix, c'est-à-dire lorsqu'ils porteront la signature de toutes les parties contractantes.

« Cela est conforme à l'article 8 de la Constitution. C'est au pouvoir exécutif qu'il appartient de négocier les traités, sous réserve que certains d'entre eux — et celui dont il s'agit est du nombre — seront soumis à la ratification du Parlement.

« Donc, dès que l'accord aura été signé par toutes les parties contractantes, il sera soumis à la ratification du Parlement. Mais il ne peut l'être aujourd'hui, car ce serait substituer au pouvoir exécutif, dans la négociation du traité, le pouvoir parlementaire.

« C'est toujours la même question qui se pose : une question de confiance dans les

negociations, c'est-à-dire dans le gouvernement. Sa confiance, la Chambre nous l'a conservée. Il dépend d'elle de dire si elle nous la maintient ou si elle ne nous la maintient pas. »

M. Pichon rappela que le président du Conseil avait manifesté son intention de documenter le plus complètement possible les commissions ou les groupes, tout en restant sur le terrain constitutionnel.

« C'est ainsi, dit-il, qu'il a déjà reçu, récemment, une délégation de l'un des groupes les plus importants de la Chambre. Les négociations sont en cours, elles touchent à leur fin. Les négociateurs ennemis vont être très prochainement convoqués. Le gouvernement ne peut en dire davantage.

M. Pichon rappela que le président du Conseil avait prévenu l'Assemblée de la longueur et des difficultés inévitables des négociations.

« Si nous avons eu la part principale dans la victoire, dit-il, nous ne l'avons pas remportée seuls ; nous avons des alliés à auxquels nous devons nous entendre et auxquels nous avons à faire des concessions.

« Lesquelles ? demandèrent quelques députés.

« C'est au moment où ces négociations vont se conclure que vous nous demandez de vous les faire connaître ! s'écria M. Pichon. Aucun gouvernement n'y pourrait consentir ! Nous ne le ferons pas et nous sommes d'accord avec nos alliés pour ne pas le faire.

Une demande de comité secret, déposée par les socialistes, fut repoussée par 311 voix contre 158. Par 334 voix contre 166, la Chambre repoussa également le renvoi à aujourd'hui, contre lequel M. Pichon avait également posé la question de confiance.

La discussion reprit l'après-midi par un scrutin public à la tribune sur la clôture demandée par le gouvernement.

Par 212 voix contre 102, la clôture fut prononcée.

Le gouvernement demande l'ordre du jour pur et simple

Quatre ordres du jour étaient déposés par MM. André Lebey, Renaudel, Fernand Brunet et Emile Constant. Mais, au centre, on réclamait l'ordre du jour pur et simple.

Le gouvernement n'accepte que l'ordre du jour pur et simple, avec la signification de la confiance ! déclara M. Pichon.

Et ce furent les explications de vote... et de nouveaux incidents.

M. Frédéric Brunet convia les républicains à se souvenir que les peuples étaient frères.

« Si vos fils avaient été tués par les Allemands, vous ne parleriez pas ainsi ! s'écria M. Pierre Bonger.

Très applaudi, M. Paul Lafont montra, tout en faisant quelques réserves sur l'attitude du gouvernement, la nécessité de donner à celui-ci l'autorité nécessaire pour parler à nos alliés et à nos ennemis.

« A l'heure où M. Clemenceau a l'honneur de parler au nom de la France, dit-il, je considérerais comme indigne de moi de diminuer son autorité.

L'ordre du jour pur et simple fut finalement voté par 390 voix contre 126.

La Chambre aborda ensuite la discussion du projet de loi sur la journée de huit heures, dont M. Colliard, ministre du Travail, exposa les grandes lignes. Elle la continuera ce matin. La réforme électorale sera reprise ensuite. M. Varenne a, d'ailleurs, annoncé son intention de demander à la Chambre de ne pas partir en vacances avant d'avoir terminé l'examen du projet. Léopold BLOND.

DEVANT LE 3^e CONSEIL DE GUERRE

MM. LETELLIER, MOUTHON ET GROSCLAUDE ONT DÉFILÉ HIER A LA BARRE DES TÉMOINS

UN RAPPORT CASELLA PROVOQUE UN INCIDENT ENTRE M. MORNET ET M^{re} DE MORO-GIAFFERI

La déposition de M. Henri Letellier, directeur du Journal, qui ouvre l'audience, est l'histoire, faite une fois de plus, de la vente du Journal à M. Charles Humbert. Il n'y a à en retenir que les impressions du témoin sur l'origine des fonds.

« La situation de M. Lenoir, dit-il, était de nature à me donner confiance ; je n'ai jamais soupçonné qu'il pût y avoir de l'argent suspect derrière M. Lenoir et Desouches.

M. Humbert ne vous a-t-il pas menacé ?

« Non. J'ai appris qu'il avait rédigé une lettre, mais je ne l'ai pas reçue.

« Vous avez demandé dix millions à Lenoir et à Desouches et sept millions à Humbert. Pourquoi cette différence ?

« Ma confiance en M. Charles Humbert était beaucoup plus grande.

« Vous avez eu une conversation avec Desouches, à propos de la vente du Journal, dans le train ?

« Jamais. J'ai rencontré M. Desouches dans le même train, mais il n'a pas été question du Journal. J'ai d'ailleurs horreur de traiter des affaires en dehors de mon cabinet.

Desouches se lève et affirme que cette conversation a eu lieu.

« Au surplus, quel intérêt cela peut-il avoir ? demande M. Letellier.

« Pour vous, aucun, réplique Desouches ; il n'est pas de même pour moi.

On sait, en effet, que Desouches est accusé de s'être rendu, ce jour-là, non pas à Pontarlier, mais à Bernes.

Après une courte incursion dans l'histoire Muret pacha, dont M. Letellier se désintéressait parce qu'il était sur le point de vendre le Journal, il est question de Bolo. C'est à ce moment que M. Letellier racheta

le Journal, d'accord avec M. Charles Humbert ; il en devint après le propriétaire unique par le rachat de la part de son associé.

« A quelle époque avez-vous quitté définitivement le Journal ?

« Le 31 juillet.

De Lenoir à Bolo

M. Mouthon, directeur adjoint du Journal, est resté en dehors des tractations concernant la vente du Journal, mais, par contre, il a conduit les enquêtes sur Lenoir et Desouches et Bolo. Cette double histoire serait fort longue à raconter. C'est l'avis de M. Mouthon, qui déclare :

« Les dépositions successives que j'ai faites à l'instruction ont duré vingt-quatre heures au Maroc ?

LOUIS CROS

LE MAROC POUR TOUS

COMMENT ALLER ? QUE FAIRE AU MAROC ?

Le Maroc possède une puissance si attractive que tous les démobilisés paient d'y aller. Peut-être faut-il voir dans cette orientation des initiatives le succès du Maroc pour tous, dont la première édition vient d'être envoyée à la seconde parait. D'autres suivront, car on attendait ce livre essentiellement pratique. Le Maroc pour tous. — Comment aller, que faire au Maroc ?

Livre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, de l'emploi, de l'ouvrier, du fonctionnaire, contenant, avec un vocabulaire colonial, des dessins, des cartes et des diagrammes. Prix : 4 fr. 80, majoration comprise. ALBIN MICHEL, ÉDITEUR.

22, rue Huguens, 22 — Paris.

M. WALLACE, NOUVEL AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS A PARIS

Photographie prise hier, à l'ambassade, par l'opérateur d'Excelsior

Ayuntamiento de Madrid

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE 5

5 HEURES
DU
MATIN

LES PRÉLIMINAIRES DE PAIX

LES PLÉNIPOTENTIAIRES ALLEMANDS SERONT CONVOQUÉS AUJOURD'HUI PAR TÉLÉGRAMME POUR LE CONGRÈS DU 25 AVRIL A VERSAILLES

C'est le général Nudant, qui, à Spa, communiquera ce message par l'intermédiaire de la Commission d'armistice.

Hier, les « Quatre » ont reçu M. Hymans, ministre des Affaires étrangères de Belgique. Rien n'a transpiré de cet entretien, et il semble superflu de dire qu'il a roulé sur les revendications belges de tout ordre.

Les « Dix », c'est-à-dire les deux premiers membres de chaque délégation des grandes puissances, ont traité de différents points accessoires :

1° Le désarmement de l'Allemagne, qui doit être complété par la livraison du matériel de fabrication de certains produits dont le rôle a été fort important pendant la guerre. Un rapport a été demandé à ce sujet au comité militaire interallié de Versailles ;

2° Les mesures qui seront prises respectivement par chacune des puissances alliées ou associées pour la ratification des préliminaires. Il convient de remarquer que ces puissances sont au nombre de vingt-trois, qu'elles ont toutes des constitutions différentes, et qu'en particulier celle des États-Unis peut laisser prévoir d'assez délicates difficultés ;

3° L'entretien des troupes d'occupation de la rive gauche du Rhin, entretien dont les Allemands ne contestent pas la prise en charge, mais pour lequel des différences d'appréciation de détail se sont élevées entre les Alliés. Nous insistons sur les mots « différences d'appréciation de détail » afin qu'elles soient ramenées à leur juste valeur. Le Comité de Versailles en a été saisi ;

4° Le canal de Kiel, pour lequel un supplément d'information a été sollicité de la commission des affaires danoises.

Enfin, les « Dix-huit », c'est-à-dire les premiers plénipotentiaires de chacune des

puissances ayant déclaré la guerre à l'Allemagne, — à l'exception des cinq grandes puissances, — avaient été convoqués par M. Pichon, au ministère des Affaires étrangères. Leur réunion, présidée par M. Clemenceau, avait pour objet la convocation à adresser aux plénipotentiaires allemands.

Le télégramme qui doit leur être remis à Spa, au général Nudant, chargé de la transmission à ses collègues allemands de la commission d'armistice.

Telle est la procédure adoptée pour saisir le gouvernement de Weimar de la décision des Alliés d'inviter les plénipotentiaires germaniques à se présenter le 25 avril au soir, à Versailles. La date du 15 mai, pour la signature des préliminaires, ou pour le refus de les signer, — car il faut envisager les deux hypothèses, — demeure la plus vraisemblable.

Les « Dix-huit » avaient également émis le vœu légitime d'être mis au courant des travaux des commissions, en ce qui concerne les intérêts des nations qu'ils représentent. Satisfaction leur a été donnée. Le texte des préliminaires leur sera également communiqué très prochainement.

Et le problème de l'Adriatique, auquel, dans ses récentes déclarations, le président Wilson donnait le pas sur tous les autres ?

Les « Quatre » en parlent, mais non point dans des réunions ad hoc. Ils en font l'objet de conversations à deux, à trois et, à quatre, mais de simples conversations, pour le moment.

Ici s'arrête le bilan de la journée d'hier. — JEAN MÉNÉVAL.

La reine de Roumanie a quitté Paris, hier soir

La reine Marie de Roumanie, accompagnée de la princesse Iliana, du général Balles, chef de sa maison militaire, de Mmes Lahovary et Précopiu, dames d'honneur, a quitté Paris, hier soir, à 7 h. 05, par la gare de Lyon, où elle a pris le train de l'Orient-Express dont elle a accepté d'inaugurer la nouvelle ligne.

Elle a été saluée, sur le quai, par M. Poincaré, président de la République ; l'amiral Fournier ; M. Bratiano, président du Conseil de Roumanie ; M. Michel, ministre de Roumanie à Londres ; M. Daniel Oufon, ministre de Roumanie à Washington ; M. Victor Antonesco, ministre de Roumanie à Paris ; MM. Autrand, préfet de la Seine, et Raux, préfet de police ; le général Coanda, ministre plénipotentiaire roumain à la Conférence de la paix ; M. Chassaigne-Goyon, président du Conseil municipal de Paris ; M. William Martin, directeur du Protocole, du président de la République ; le maréchal Foch ; M. Doreville, président du conseil d'administration de la compagnie P.-L.-M., et par le capitaine Lorin, représentant la mission française en Roumanie.

Le discours de M. Lloyd George et l'opinion anglaise

LONDRES, 16 avril. — Dans les couloirs de la Chambre, on discute vivement le discours prononcé par M. Lloyd George. Certains considèrent que M. Lloyd George a égaré son ancien prestige vis-à-vis du Parlement. D'autres pensent que ses déclarations sont singulièrement insuffisantes et peu instructives. Ceux qui le critiquent encore déclarent que, sans assurance relative à des indemnités et sa promesse de ne pas entreprendre une grande intervention militaire en Russie, son discours est purement académique.

Lord Robert Cecil demande la levée du blocus

LONDRES, 16 avril. — A la Chambre des Communes, lord Robert Cecil a dit que le blocus devait être supprimé aussitôt que possible ; que, jusqu'à un certain contrôle sur le trafic neutre devait nécessairement être maintenu, mais devait disparaître le plus rapidement possible.

La Suisse et la Société des nations

BERNE, 16 avril. — Le département politique communique que le projet révisé du pacte de la Société des nations a été approuvé par la commission déléguée à cet effet par la Conférence de Paris, laquelle sera appelée à le ratifier en assemblée plénière ultérieure.

Dès que le texte exact et définitif du traité sera connu, le Conseil fédéral adressera à l'Assemblée fédérale un message concernant l'entrée de la Suisse dans la Société des nations.

On a lieu d'espérer que le message sera déposé déjà à la session parlementaire de juin. Le Conseil fédéral admet d'ores et déjà qu'en raison de son importance particulière la question de savoir si la Suisse entrera dans la Société des nations doit être soumise au vote du peuple et des cantons comme une révision constitutionnelle.

Le vote des mineurs anglais

LONDRES, 16 avril. — Les résultats du vote des mineurs au sujet de l'acceptation des conclusions du rapport Sankey viennent d'être publiés.

Sur 770.076 votants, 693.081 se sont prononcés en faveur de l'acceptation des propositions du gouvernement, et 76.995 seulement en faveur du maintien intégral des revendications des mineurs.

Manifestation féminine à la Chambre des communes

LONDRES, 16 avril. — Au cours de la séance des Communes, deux femmes, placées dans les tribunes publiques, interpellèrent, en ces termes, les députés :

— On dit que vous êtes des assassins ; vous n'en avez pas fini avec la dernière guerre. Vous conduisez le peuple et les travailleurs à une autre guerre.

Pendant que les huissiers procédaient à l'expulsion des deux perturbatrices, une troisième manifestante vociférait en l'honneur des Soviétiques.

Parmi ces trois manifestantes, qui ont été punies en liberté, se trouve miss Sylvia Pankhurst.

Fusion de deux républiques

NEW-YORK, 16 avril. — Le *New-York Sun* déclare qu'un traité réunissant le Honduras et le Salvador en une seule République a été élaboré.

On dit que M. Carranza, président du Mexique, est favorable à cette fusion. Mais on s'attend à ce que le Guatemala y fasse une opposition énergique.

L'ordre est rétabli aux Indes

LONDRES, 16 avril. — On mande de Bombay, 13 avril :

Grâce aux promptes mesures prises par les autorités, l'ordre est rétabli partout.

Le haut commissaire espagnol au Maroc chez le général Lyautey

RABAT, 16 avril. — Le général Berenguer, nommé haut commissaire espagnol à Tétouan, en remplacement du général Jordana, a rendu visite au général Lyautey, et a présenté ses hommages à Moulay-Youssef, empereur du Maroc.

Tout permet d'espérer que cette prise de contact entre le résident général de France au Maroc et le haut commissaire de la zone espagnole inaugurera, entre eux, les mêmes relations amicales qu'il a eues, depuis la visite du général Jordana à Rabat, en 1915, existant entre ce dernier et le général Lyautey.

Le nouveau maire de Strasbourg

STRASBOURG, 16 avril. — Après une discussion qui s'est poursuivie plusieurs jours, les différents groupements de la commission municipale de Strasbourg ont nommé président de la commission M. Peirotes, chef de la fraction socialiste, par 19 voix sur 27.

Il n'y a rien de changé dans le système municipal introduit par les Français lors de leur entrée en Alsace.

Le nouveau maire recouvrera, mardi prochain, à l'Hotel de ville, 200 membres de l'enseignement supérieur français qui viendront visiter Strasbourg.

Par arrêté en date du 16 Avril, les établissements qui suivent seront désormais ouverts au public JUSQU'À 23 HEURES ET DEMIE :

Restaurants — Cafés — Débits de boissons — Théâtres — Concerts — Musicals — Cinémas — Bals — Cours de danses et autres salles de spectacles et de divertissements.

Les concerts instrumentaux autorisés dans les restaurants fonctionneront jusqu'à l'heure de fermeture de ces restaurants.

L'arrêté s'applique à Paris et aux communes du département de la Seine.

EN ALLEMAGNE

LA GARNISON DE BERLIN MENACE DE SE JOINDRE A LA GRÈVE GÉNÉRALE

A Munich, où la situation reste obscure, on s'attend à un choc qui peut être décisif.

BALE, 16 avril. — On mande de Berlin à la *Gazette de Francfort* :

La direction centrale de la grève des employés de l'industrie métallurgique, dans un appel à tous les employés de Grand-Berlin, les invite à entrer dans la lutte.

Les employés des brasseries de Berlin se sont joints à la grève.

Les soldats aussi menacent de faire grève en raison du retard aux soldes de paix.

La situation à Dresde

BALE, 16 avril. — La *Gazette de Voss* annonce que les troupes du gouvernement prussien sont arrivées à Dresde et campent dans les faubourgs de la ville. De nombreuses arrestations de spartakistes et de communistes ont été opérées.

A Munich

BALE, 16 avril. — On mande d'Augsbourg :

Une dépêche Wolff confirme l'assaut livré par les spartakistes à Munich et le pris, par eux, de la gare et de tous les bâtiments publics.

Lundi matin, toute la ville était en leur possession. La grève générale a été proclamée.

L'agence Wolff dit qu'il n'est pas possible d'obtenir d'autres nouvelles authentiques sur ces événements. Le C. O. S. d'Augsbourg a déclaré que rien n'était parvenu à sa connaissance. Il est certain que le choc décisif entre les insurgés et les troupes gouvernementales est imminent. La *Volkszeitung* annonce que le président du Conseil Hoffmann, accompagné du ministre des Affaires militaires, a quitté Broomberg dans la soirée du 15 pour la direction communale.

D'après la *Frankfurter Zeitung*, dans la soirée du 15 on entendait au loin une canonnade, tandis que le loisin sonnait dans Munich. D'après le *Local Anzeiger*, les paysans du Haut-Palatinate adressent un appel au gouvernement pour réclamer immédiatement des armes.

Les navires alliés bombardent Odessa

LONDRES, 16 avril. — On télégraphie d'Athènes :

D'après les réfugiés grecs qui arrivent d'Odessa, les navires alliés ont bombardé, à trois reprises, le quartier bolcheviste de la ville.

Pas de concessions américaines en Russie bolchevik

L'ambassade des États-Unis à Paris fait savoir que, contrairement à une information publiée hier matin, il est inexact que des concessions importantes de chemins de fer en Russie aient été obtenues par des Américains.

Le nouveau directeur de l'Aéronautique

Par décret en date du 15 avril 1919, rendu sur la proposition du président du Conseil, ministre de la Guerre, le général de brigade Duval est nommé directeur de l'Aéronautique militaire au ministère de la Guerre, en remplacement du colonel d'artillerie breveté Dihé.

Le groupement des Syndicats du commerce et de l'industrie

La constitution par le ministre du Commerce et de l'Industrie des 21 groupements de Syndicats professionnels du commerce et de l'industrie ayant été terminée la semaine dernière, M. Clémentel a réuni, mardi, les 21 présidents élus par ces groupements.

A l'unanimité, il a été décidé de constituer ces 21 groupements en une Union de Syndicats, basée sur la loi de 1881.

Le but de cette immense Fédération de plus de 2.000 syndicats, réunissant plus de 400.000 adhérents, est uniquement l'intensification de la production et le développement économique du pays.

Une commission, présidée par M. Darcy, et composée de MM. Ch. Laurent, P. Kempf, E. Fefin, H. Gilroen, R. Lehideux, A. Villemin, a été nommée en vue de proposer les statuts à l'Assemblée générale prochaine.

NOUVELLES BRÈVES

M. Bonissou, commissaire aux Transports et à la Marine marchande, a prié MM. Clémentel et Collard d'intervenir pour que le projet de loi sur la journée de huit heures soit déclaré applicable aux gens de mer.

M. Mayéras, député de la Seine, a déposé, hier, sur le bureau de la Chambre, une demande d'interpellation sur : « la suspension de la démobilitation, et sur l'envoi, en Russie, de soldats français, même non volontaires ».

Au nom du gouvernement américain, le général Pershing a remis, hier, la médaille des services distingués à MM. Louchet, Clavelle, Mourier, J.-L. Dumessol, Tardieu, Maurice Gane, Denbary et Lorain.

Rue Legendre, son automobile étant entrée, hier, en collision avec un autre véhicule, Mme la marquise Joffre a été blessée légèrement au front par des éclats de verre.

M. Pères, président de la Cour de justice, a entendu, hier, M. Martin, ancien ministre italien, ainsi que M. Jussier, ambassadeur de France à Washington.

Les délégués régionaux de la Lorraine ont décidé d'ériger à Metz d'un monument du Souvenir français.

L'Assemblée nationale allemande a adopté un projet de loi instituant le 1^{er} mai fête nationale.

On mande de Londres que les remorqueurs de deux sous-marins allemands s'étaient rompus près de Beachy-Head l'un des sous-marins s'est échoué et l'autre a été coulé.

D'après le *Giorno*, le prince de Bulow aurait chargé deux éminentes personnalités diplomatiques d'informer le gouvernement italien de son intention de s'établir définitivement à Rome.

M. Jean Bieppin, de l'Académie française, a fait à Turin une conférence sur « la Méditerranée et la civilisation latine ».

L'Observateur *Romano* annonce que le cardinal Marconi, archevêque de la cathédrale de Rodé, est nommé coadjuteur de l'évêque de Ximes, avec le droit de succession et la titre d'évêque titulaire.

LES CONTES D' "EXCELSIOR"

LES PETITS DÉLAIS

par HENRI DUVERNOIS

M. Armoisin était un vieillard extrêmement distingué, doux et conciliant, avec un soupçon d'ironie. Quand il se sentait sur le point de mourir, il appelait sa jeune femme à son chevet et lui dit :

— Juliette, asseyez-vous. Nous n'avons pas toujours été d'accord...

— Ni plus ni moins que les autres, mon cher ami...

— Loin de moi la pensée de vous adresser un reproche ! Je tiens, au contraire, à vous rassurer. Dans les circonstances qui vont venir, comme dans celles qui les ont précédées, je ne vous ai pas oublié.

— Ne parlons pas de cela...

— Mon notaire, M^{re} Nuteaud...

— Que m'importe !... Il habite toujours boulevard Poissonnière ?

— Oui, et maintenant, Juliette, me voilà en règle. Vous devez bien vous ennuier, toute seule. Pourquoi ne téléphonez-vous pas à Léon Roussard de venir dîner avec vous ? Cela vous distraira.

Le soir même Léon Roussard survenait. C'était un soupireux timide et obstiné. Charmant, d'ailleurs, enclin à la poésie et pourvu d'une barbe brune ondulée que semblait agiter le vent de ses soupis, comme écrivait Georges de Scudéry. Après le repas, ils se retirèrent dans le boudoir de Juliette. Un crêpuscule de printemps teignait de rose les rideaux. Juliette ouvrit la fenêtre et s'accouda au balcon. Léon cherchait un biais convenable pour mettre la conversation sur le sujet qui les passionnait :

— J'ai un ami, murmura-t-il, qui va se fiancer. Il a l'intention de partir pour le Japon. C'est un pays délicieux.

— Ah ! le Japon ! s'écria Mme Armoisin. Il paraît qu'il y a là-bas des promenades bien jolies...

Ils établirent ainsi le plan de leur existence future : « Je connais quelqu'un qui vient de louer un appartement sur le parc Monceau. Quel rével ! », émettait Léon. Et Juliette ripostait : « J'ai vu chez un "ensemblier" un salon noir et or qui est une merveille. » A minuit, elle dut le pousser vers la porte. Trois jours plus tard, M. Armoisin disparaissait, dans un sourire consentant. Peu après, M^{re} Nuteaud donnait lecture de testament. Juliette héritait d'une rente annuelle de cent mille francs, à condition qu'elle ne se remariât point.

— Et, pourtant, il n'était pas jaloux ! balbutia la veuve, atterrée.

— Le moyen de ne pas être jaloux de vous ! remarqua gaillardement le notaire.

— Si j'attaquais ?

Contentez-vous de vous défendre.

Juliette rentra, pensive. Jamais son automobile ne lui avait semblé aussi confortable. Jamais elle n'avait éprouvé une pitié aussi sympathique pour les gens qui attendent le tramway ou qui s'engouffrent dans le Métropolitain. Elle songea qu'elle avait envie d'une robe de cent louis et d'un manteau de zibeline.

Enfin, elle prévit avec un certain agacement les assurances de Roussard : « Ce que j'ai nous suffira à tous deux... Une maison, à la campagne... A quoi sert d'avoir onze fenêtres sur le parc Monceau, puisque notre cher horizon est dans notre cœur ?... Elle prit les devants des qu'elle se trouva en face de lui :

— Soyons raisonnables, Léon, et tâchez de me comprendre... Je suis femme... Enfin, je sollicite de votre amour un petit délai... Quatre ans, ce n'est pas beaucoup, à notre âge... Dans quatre ans, j'aurai économisé une dot qui me permettra de contenter quelques fantaisies, sans que je devienne pour vous une trop lourde charge.

— Quatre ans !... vous appelez ça un petit délai ! se lamenta Roussard... Ah ! Juliette, vous me navrez. Quel que soit votre couturier, vous serez toujours la plus belle à mes yeux... Nous habiterons six mois ma cabane... dans le Loir-et-Cher... On chasse des sabots... c'est amusant !... J'ai un brave gros bonhomme de cheval... un tilbury... Le seuil est fleuri... La femme du jardinier fait une cuisine étonnante... Elle rôtit les poulets au feu de bois, Juliette...

Tandis qu'il parlait, Mme Armoisin sentait croître en elle un besoin démesuré de fourrures, de paraisnisme, de robes chères, de parfums onéreux, de danse et de perles !... — Quatre ans de fiançailles, conclut-elle ; c'est à prendre ou à laisser.

— Juliette !... commença-t-il.

Mais Mme Armoisin l'arrêta :

— Inutile !... Vous arrivez en retard... Vous choisissez votre moment !... Quel prétexte !... J'allais justement... Mais quel délai peut-on se marier ? Huit jours... Léon, nous serons mariés dans huit jours... Mais je vous attends depuis une heure, et je ne vous cacherais pas que j'ai peur, mon ami, j'ai peur que vous ne soyez comme les autres !...

Henri DUVERNOIS.

Les exigences de l'actualité nous obligent à remettre à demain la suite de :

TOUTOUNE ET SON AMOUR
PAR
M^{me} LUCIE DELARUE-MARDRUS

Les fêtes de la Victoire

La sous-commission des fêtes de la Victoire, chargée de préparer un projet pour la célébration de la victoire triomphale le jour de la rentrée des troupes à Paris, a adopté, à l'unanimité, après avoir entendu le rapport de M. Nénot, membre de l'Institut, le projet établi sur la demande du Syndicat d'initiative de Paris, par la Fédération des artistes mobilisés.

Ce projet sera soumis à la commission plénière qui doit se réunir incessamment sous la présidence du ministre.

L'enquête parlementaire sur la métallurgie

Les dépositions de M. Louis Marin, député de Meurthe-et-Moselle, et du général de Castelnaud.

M. Louis Marin, député de Nancy, et le général de Castelnaud ont été entendus hier par la commission d'enquête sur la métallurgie française.

Répondant à cette question : « Pourquoi Brieux n'a-t-il pas été défendu ? », M. Louis Marin a exposé que, d'après les plans de l'état-major, la défense de Brieux était subordonnée à celle de Nancy.

Or, la défense de Nancy n'avait jamais été envisagée, cela pour des raisons diplomatiques ou stratégiques. Ce n'est qu'en 1914 que le général de Castelnaud s'est préoccupé de couvrir la capitale de la Lorraine française en organisant la défense du Grand-Couronné.

Entendu sur la même question, le général de Castelnaud a déclaré ne pouvoir répondre sans l'assentiment du maréchal Joffre, qui, comme généralissime, avait eu à s'occuper du plan de mobilisation.

Ce plan comportait deux opérations distinctes, expliqua le général de Castelnaud : la concentration des troupes et l'exécution des mouvements militaires. La première était connue de tous les généraux ; la seconde était le secret du général en chef. C'est cette particularité qui a permis au général Ruffey d'affirmer, à la dernière séance, que le Conseil supérieur de la guerre n'avait jamais été consulté sur le plan d'opérations.

Travaux de Comptabilité

FIGIER, rue de Rivoli, 53. — Tél. Gut. 44-65.

Léon acquiesça et partit navré, tremblant de toute sa barbe.

Au bout de quatre ans, Mme Armoisin avait économisé sept cent cinquante francs. Elle eut recours aux bons offices d'un financier, qui lui conseilla des spéculations. Elle boursicotait et perdit, de telle sorte qu'elle dut avouer la chose à Roussard et lui demander un nouveau délai de dix-huit mois.

— Mais, je vous en supplie, que votre barbe reste en repos. Je suis déjà assez malheureuse !... Dix-huit mois, ce n'est pas la mort d'un homme.

— Ce sera peut-être la mienne. O ma divine Juliette, j'ai peur que vous n'aimiez un peu trop l'argent...

Vous dites ? Vous vous permettez de dire ?...

Léon battit en retraite, affirma qu'il avait voulu plaisanter, compatit à l'infortune de sa fiancée et jura que l'attente était encore un plaisir.

A partir de ce jour, elle économisa. Elle convoitait un petit hôtel rue de Courcelles. L'achat de cet hôtel dépassa les prévisions. A échéance, elle sollicita un délai d'un an. L'année suivante, elle eut envie d'un collier. Puis, ce fut une villa dans le Midi.

Léon Roussard devina enfin que Juliette, de fantaisie en fantaisie, remettrait indéfiniment leur union. Sa barbe grisonna, s'assagit, devint la barbe d'un philosophe résigné. Juliette traduisit leurs printemps gâchés par des plumes de Caribbe, de vains bibelots, des étoffes aussi démodées qu'achetées, des bijoux à la mode et toutes sortes de choses inutiles qu'elle convoitait avec ferveur pour les délaisser ensuite avec un remords aigu.

En désespoir de cause, le fiancé s'intéressa à une affaire dans laquelle il risqua une partie de son avoir. Il se trouva que cette affaire réussit et que Roussard, convoqué par son associé, eut la joyeuse surprise d'apprendre un beau jour qu'il se trouvait à la tête d'une fortune importante. C'était un romantique. Il ne pensa qu'à Juliette.

— Huit heures et demie ! dit-il à son associé. Excusez-moi, il faut que je m'en aille... J'ai hâte d'apprendre la bonne nouvelle à quelqu'un qui m'attend.

Mme Armoisin l'attendait, en effet. Elle venait de vérifier dans son miroir une fossette qui menaçait de s'incruster en ride. Après quelques minutes d'examen sévère, elle opta pour la fossette, mais sans grande conviction. A huit heures précises, elle s'était étonnée de ne point voir surgir Léon, ponctuel, Léon, fatigué, Léon, qui n'avait jamais été en retard...

Il allait sonner, se présenter, tendre et anxieux... Il faudrait encore lui expliquer... « Remis à l'année prochaine, mon pauvre ami... Ma vigne, vous savez... cette vigne qui devait me permettre... eh ! bien, elle a le mildiou... Je suis désolée... Mais je vous promets de contrôler moi-même le sulfatage, l'an prochain... »

A huit heures et demie, elle s'inquiéta. A neuf heures moins le quart, elle téléphona. On n'avait pas revu M. Roussard chez lui, depuis le matin. A neuf heures, Juliette, hors d'elle, et ayant épuisé toutes les conjectures, s'en tenait à celle-ci : Léon, fatigué de cette attente de dix années, la laissait, au bénéfice d'une inconnue... En proie à toutes les affres de la jalousie, elle sanglotait de rage et brûlait de fureur quand Roussard parut, rouge d'émotion :

— Juliette !... commença-t-il.

Mais Mme Armoisin l'arrêta :

— Inutile !... Vous arrivez en retard... Vous choisissez votre moment !... Quel prétexte !... J'allais justement... Mais quel délai peut-on se marier ? Huit jours... Léon, nous serons mariés dans huit jours... Mais je vous attends depuis une heure, et je ne vous cacherais pas que j'ai peur, mon ami, j'ai peur que vous ne soyez comme les autres !...

Henri DUVERNOIS.

Les exigences de l'actualité nous obligent à remettre à demain la suite de :

TOUTOUNE ET SON AMOUR
PAR
M^{me} LUCIE DELARUE-MARDRUS

La Commission de l'armée

La commission de l'armée a entendu une communication de son président, M. René Renoult, sur les conditions dans lesquelles se poursuivra la démobilitation des classes actuellement maintenues sous les drapeaux. Elle a décidé, d'autre part, de demander instamment au gouvernement de remédier, d'urgence, aux lenteurs constatées dans le paiement des soldes et indemnités diverses dues aux démobilisés.

Les funérailles de miss Cavell

LONDRES, 16 avril. — On annonce officiellement un service solennel à l'occasion du transfert des restes de miss Cavell. Ce transfert aura lieu le 15 mai à l'abbaye de Westminster. Une escorte militaire accompagnera le cercueil, qui sera placé sur une prolonge d'artillerie.

On s'attend à ce que cette cérémonie prenne les proportions d'une imposante manifestation.

CHOSE JUGÉE

« Il n'est presque rien de juste ou d'injuste qui ne change de qualité en changeant de climat », écrivait au dix-septième siècle, un grand maître de la pensée française. Parfois, cependant, il faut conclure. Et pour assurer les destinées d'un pays, le scepticisme du philosophe est impuissant à établir une règle de gouvernement.

Il est heureusement certains jugements que l'opinion publique semble avoir, comme par avance, ratifiés. Par les services qu'ils ont rendus au pays en donnant aux énergies nationales, tendues pour sa défense, le terre-plein solide sur lequel il fut possible de tout édifier, les souscripteurs des Bons de la Défense Nationale ont, comme ceux dont les noms figurent sur des plaques de marbre, bien mérité de la Patrie. A eux vont les remerciements de la France. La confiance qu'ils placent aujourd'hui dans son relèvement économique vaut, elle aussi, d'être mise en lumière. C'est leur intérêt », dira-t-on. C'est vrai. Mais c'est de l'union heureuse des intérêts particuliers qu'est toujours fait l'intérêt général. Il est de toute nécessité pour les finances publiques, que nul n'ignore aujourd'hui qu'on peut, en toute sécurité, et le plus facilement du monde, obtenir de ses capitaux disponibles un intérêt variant entre 3,60 et 5 0/0, selon l'échéance du remboursement.

</

